Pour imposer le retrait de la loiqui privatise la poste, il faut une manifestation nationaleà Paris début ou mi-novembre, des comités de défense fédérés à tous les niveaux et un combat déterminé pour lagrève générale des postiers !

La « votation citoyenne » du 3 octobre n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà : les travailleurs et la population sont massivement opposés à la privatisation de la poste ! Malgré la détérioration constante, due aux fermetures de bureaux, aux suppressions de postes et aux premières mesures de privatisation, nous sommes attachés au service public postal, à sa présence sur tout le territoire, à la péréquation tarifaire, aux contacts humains avec le facteurs et les guichetiers…

Mais Sarkozy et le gouvernement ne cèderont jamais sans un affrontement social et politique de masse ! Cet affrontement passe par une gigantesque manifestation nationale à Paris pendant l'examen du projet de loi (qui commence début novembre au Sénat) et une montée vers la grève générale des postiers.

La supplique à Sarkozy pour un référendum sème des illusions et démobilise les travailleurs

- En demandant un référendum à Sarkozy, on mène la lutte contre la privatisation dans une impasse, car on détourne les travailleurs du chemin de la lutte de classe et on s'en remet au bon vouloir du président. Comme il ne prendra évidemment pas le risque de convoquer un référendum, cela revient à demander au bourreau de bien vouloir consulter ses victimes !
- En demandant un référendum à Sarkozy, on sème de toutes façons des illusions sur les institutions, en faisant croire qu'elles seraient ou qu'elles pourraient être démocratiques, alors que ce sont celles de la bourgeoisie au pouvoir. Non seulement l'éventuelle possibilité de « référendums d'initiative populaire » n'est en fait toujours pas effective, mais en outre, même si elle l'était, cela n'empêcherait pas que le choix des questions posées reste dans les mains du président, que les médias restent dans celles des capitalistes, que la parole soit confisquée par les politiciens bourgeois et que les travailleurs restent face à eux atomisés. De plus, même si le gouvernement subissait une défaite au référendum, cela ne l'empêcherait nullement de passer outre, comme il l'a fait après le « Non » au traité constitutionnel européen de 2005. À moins qu'il ne nous fasse revoter jusqu'à ce que le « Oui » l'emporte, comme vient de le faire le gouvernement irlandais pour le même traité, tout comme avant lui le gouvernement danois pour le traité de Maastricht…

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une alliance avec le PS et les Verts… et encore moins avec les amis de Bayrou et Dupont-Aignan !

- En demandant un référendum avec le PS et les Verts, on aide ces partis à se refaire une virginité à quelques mois des élections régionales pour faire oublier que leurs gouvernements, ceux de Mitterrand et de Jospin, ont une responsabilité décisive dans la marche à la privatisation. Car ce sont eux qui ont cassé l'administration des PTT en 1990 (en créant deux « établissements publics à caractère industriel et commercial » : La Poste et France Telecom), ouvert à la concurrence les télécommunications et les services postaux (en 1997-1998), privatisé progressivement France Telecom (transformée en société anonyme en 1996) à partir de 1997 (avec les dégâts humains révélés aujourd'hui par les médias), soumis la poste à une logique manageriale, commerciale et financière calquée sur celle du privé… Et il faut rappeler que, dans le gouvernement Jospin qui a mené cette politique avec zèle, il y avait Buffet pour le PC et Mélenchon maintenant au PG : ces gens qui prétendent aujourd'hui s'opposer à la privatisation de la poste ont contribué hier aux mesures qui y ont conduit !
- En allant jusqu'à s'allier avec le MODEM (représenté par l'association « CAP 21 » de Corinne Lepage dans le « collectif national contre la privatisation de la poste ») et avec le député souverainiste Dupont-Aignan (représenté par son club Debout la République !), on fait croire aux travailleurs que, pour défendre leurs acquis, ils peuvent compter non seulement sur les bourgeois de gauche (PS, Verts, MRC…), mais aussi sur une partie des bourgeois de droite et des fieffés réactionnaires !

C'est pourquoi les militants du mouvement ouvrier attachés à l'indépendance de classe, tous ceux qui veulent aider les travailleurs à ne compter que sur eux-mêmes pour se défendre, doivent combattre le cadre même de ce « collectif national ». Fondé depuis le début sur la supplique à Sarkozy pour un référendum, ce collectif refuse d'appeler à une manifestation nationale au moment où la loi sera présentée au Parlement, mais lance une ridicule campagne pour « convaincre » les sénateurs de la bourgeoisie et envoyer des cartes postales à l'Élysée ! ***La Tendance CLAIRE du NPA condamne l'adaptation des dirigeants de notre parti au cadre de ce collectif, où ils siègent aux côtés non seulement des Aubry et Duflot, mais encore des amis de Bayrou et de Dupont-Aignan !*** *Nous condamnons notamment la « une » du dernier numéro de* Tout est à nous ! *qui, cédant à la pression des bourgeois et des réformistes du collectif, propose de manifester non pour le retrait du projet de loi qui privatise la poste… mais pour un référendum !*

Pour imposer le retrait de la loi qui privatise la poste, il n'y a qu'une voie efficace : celle de la lutte

de classe, de l’affrontement avec Sarkozy

Nous nous battons pour que le NPA défende une vraie ligne de lutte de classe et d’affrontement avec Sarkozy et pour l’imposer par la lutte politique à toutes les organisations du mouvement ouvrier :

- Les postiers ont montré leur disponibilité au combat en faisant grève massivement le 22 septembre (35 à 40% de grévistes), comme ils l’avaient fait l’année précédente. Ce qu’ils attendent aujourd’hui, ce n’est pas le deuxième tour de la votation citoyenne, mais c’est une suite à cette mobilisation, que les directions syndicales refusent de donner ! Ce dont ils ont besoin, c’est d’un plan de lutte national conséquent qui aille jusqu’au bout : jusqu’à la *grève générale des postiers,* qui constituerait un énorme rapport de force en entravant tout le fonctionnement du pays, avec un large soutien des travailleurs-usagers ! Naturellement, tout est lié : le combat contre la privatisation est indissociable des luttes contre la précarité, pour l’augmentation des salaires et contre la détérioration des conditions de travail, notamment le projet « facteurs d’avenir »… La construction de la grève générale des postiers est possible : *depuis un an, de nombreuses grèves, souvent longues, ont confirmé le courage et la détermination de nombreux postiers,* avec une grève reconductible dans le 92 (pendant 10 semaines) et dans le 91 en début d’année, des grèves dures à Nice, en Côte d’Or et dans l’Isère, la grève en cours des facteurs à Paris 17e… La *récente grève victorieuse de 23 jours au bureau de Château-rouge à Paris 18e* a montré à une petite échelle ce qu’il faut faire au niveau national pour gagner : la détermination des grévistes, soutenus par leurs syndicats et par une campagne active auprès de la population (pétition, rassemblement de soutien, constitution méticuleuse d’une caisse de grève…), a permis d’obtenir l’abandon des suppressions de postes, le remplacement d’un postier en longue maladie et l’annulation du projet de flexibiliser les horaires de travail.
- Les usagers, qui sont très majoritairement des travailleurs, des chômeurs ou des retraités, sont prêts à se mobiliser pour défendre le service public postal. Ils participeraient massivement à une gigantesque manifestation nationale à Paris si elle était appelée dans l’unité par les organisations syndicales et politiques avec un objectif clair : *non à la privatisation de la poste, retrait du projet de loi modifiant son statut, non à la politique de Sarkozy !* Une telle manifestation doit être convoquée dans les plus brefs délais, pendant la discussion de la loi au Parlement, et préparée dans tout le pays par des collectifs unitaires. Ces collectifs ne doivent pas se réduire aux représentants des organisations syndicales et politiques, mais rassembler les usagers pour discuter, s’organiser et agir dans l’objectif d’aller le plus loin possible contre Sarkozy. Ils doivent se fédérer aux niveaux départemental, régional et national et constituer un vrai « collectif national contre la privatisation », sur une base de classe.

Le combat contre la privatisation de la poste et pour les revendications des travailleurs peut devenir la lutte majeure de l’automne. *Au moment où ne cesse*

de croître le discrédit du gouvernement (poursuite des plans de licenciements, aggravation du chômage, budget d'austérité, guerre des cliques dans les rangs de l'UMP, procès Clearstream, affaire Jean Sarkozy…), la mobilisation dans et pour le plus gros établissement du pays pourrait constituer un pôle d'attraction pour toutes les luttes actuellement dispersées, pour relancer la dynamique des grandes mobilisations du printemps contre le patronat et son gouvernement Sarkozy.

Pour des mots d'ordre anticapitalistes conséquents et cohérents

Dans les AG de postiers comme dans les comités d'usagers, nous, militants anticapitalistes révolutionnaires, devons aussi soumettre à la discussion (et nous battre pour que le NPA mette en avant) des *mots d'ordre qui tirent toutes les conséquences des revendications des postiers et de l'attachement des usagers au service public postal :*

- La marche à la privatisation de la poste a impliqué l'arrêt du recrutement de fonctionnaires, notamment la généralisation des CDD, et la détérioration des conditions de travail comme de la qualité du service public : il faut exiger *la réouverture des bureaux de postes fermés, l'intégration de tous les postiers dans le statut de fonctionnaire, l'embauche massive de postiers supplémentaires, la diminution du temps de travail et l'arrêt d'un management fondé sur l'intensification et le stress.*
- La marche à la privatisation de la poste découle de la fin du monopole de la poste et de la mise en concurrence de ses services : il faut exiger le *retour au monopole public, sous contrôle des travailleurs et des usagers !*
- La marche à la privatisation de la poste a été précédée par celle de France Telecom : il faut exiger la *renationalisation de France Telecom, l'expropriation sans indemnités ni rachat de ses actionnaires comme des autres trusts du secteur (Bouygues, SFR…), la constitution d'un service public global des télécommunications et de la poste sous contrôle des travailleurs et des usagers !*

Tendance CLAIRE, le 17 octobre 2009